

La gestion malhabile d'une crise annoncée

Par Richard Thibault, président de RTCOMM

Depuis le printemps dernier, l'opposition à l'Assemblée nationale, suivie en cela par une bonne partie de la population, réclame la tenue d'une commission d'enquête publique sur l'industrie de la construction et ses ramifications politiques. De son côté, le Premier ministre résiste opiniâtrement et répète sur toutes les tribunes que le dossier est « affaire de police ».

De la diversion avant toute chose!

Le gouvernement Charest a beau tout essayer pour créer une diversion, rien n'y fait. Le budget de mars dernier n'a pas permis d'évacuer le sujet même si on l'a présenté comme une révolution dans notre approche de société. Le remaniement ministériel du printemps n'y a rien changé non plus. L'annonce d'investissements gouvernementaux majeurs autant à Montréal (l'échangeur Turcot, le Quartier des spectacles) qu'à Québec (empressement à défrayer une portion importante d'un nouvel amphithéâtre) n'ont pu faire oublier la construction. Bien plus, l'opinion publique s'est à peine arrêtée sur l'investissement majeur dans le métro de Montréal (bonne nouvelle pour Bombardier dans Kamouraska mais dont 75% des investissements bénéficieront à l'économie de Montréal). Pour finir cette liste, on annonce la fin de la présente session en décembre et le retour en janvier avec un nouveau discours d'ouverture présentant un nouveau train de mesures pour donner un nouvel air d'aller au débat public. Là encore, il serait surprenant de constater l'enter-

rement du débat sur la question de la commission réclamée. Il semble qu'il n'y ait rien à faire pour distraire l'opinion publique qui demeure très sévère à l'endroit du gouvernement avec un taux d'insatisfaction frisant un record de tous les temps.

On peut reprocher au gouvernement Charest de ne pas comprendre rapidement le message. Ses intérêts se trouvent probablement ailleurs et tant pis pour la démocratie ou la transparence! Cependant, l'histoire récente nous démontre qu'un gouvernement peut difficilement se sortir indemne d'un tel exercice. Le gouvernement Martin, au Fédéral, n'a pas survécu à la Commission Gomery sur le scandale des commandites. Le parti libéral fédéral en porte les stigmates encore aujourd'hui. Chez nous, le gouvernement québécois s'est retrouvé dans l'étau de l'opinion publique bien avant que ne débute la Commission Bastarache mise sur pied pour valider notre système québécois de nomination des juges pourtant réputé excellent quand on le compare. C'est ailleurs que la balle est allée se loger.

Seul sur 600

Mais là, vraiment, on dirait qu'on le fait exprès. En fin de semaine dernière, un militant libéral participant au Conseil général du Parti libéral du Québec a proposé que soit débattue la question de la tenue d'une éventuelle commission d'enquête publique sur la construction et l'octroi des contrats publics. Pas un seul des 600 partici-



pants présents ne s'est levé pour seconder cette proposition. Le débat s'est donc retrouvé aux oubliettes. On ignore ce que Martin Drapeau, le courageux militant, fait dans la vie. Souhaitons seulement que son audace ne soit pas pour lui le début d'une longue traversée du désert...

Ne dit-on pas que les trois règles d'or de la gestion de crise sont la proaction, la transparence et la prise en charge des victimes ? Le fait d'allouer un temps de débat sur l'épineuse question de l'enquête souhaitée par la population aurait à tout le moins permis au gouvernement d'expliquer, ou de faire expliquer par des porte-voix répartis dans la salle, ses raisons d'abandonner ce dossier aux policiers, renforçant ainsi son propre message. Mais non. Ici, la pensée magique a prévalu. En contrôlant le débat au niveau des instances, on a pensé qu'il ne se ferait pas dans la rue. Illusion! La politique de l'autruche a rarement été une stratégie gagnante en matière de gestion de crise.

Prendre la crise de front

On nous dit que la police portera bientôt un grand coup et qu'elle s'apprête à rendre publics les noms de « gros poissons ». On nous l'annonce depuis des semaines. Il n'en demeure pas moins qu'en politique comme ailleurs, la nature a horreur du vide. Le gouvernement ne doit pas penser qu'en tentant d'éteindre ce feu par asphyxie, on empêchera les gens de parler et les médias de faire leur travail. Reste à espérer que, dans la bousculade des heures de tombée et à la faveur de la compétition immense qui sévit entre les médias, on n'accusera pas un individu à tort en publiant une information mal vérifiée, rendue publique de façon précipitée. Gérer la crise, c'est parfois la prendre de front.